

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

31 octobre 2011

---

LOI DE FINANCES POUR 2012 - (n° 3775)  
(Seconde partie)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° II - 198 Rect.

présenté par  
M. Kossowski, M. Chartier, M. Devedjian et M. Guillet

-----  
**ARTICLE 58**

À l'alinéa 35, substituer au taux :

« 15% » ;

le taux :

« 10% ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement propose la prise en considération de l'effort financier demandé dès 2012 aux ensembles intercommunaux et aux communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre.

A ce titre, un plafonnement à 10% du produit des ressources mentionnées aux 1° à 5° du I de l'article L. 2336-2 permettrait de maintenir la capacité budgétaire des collectivités territoriales concernées à un niveau acceptable.

Cet amendement répond aux objectifs de soutenabilité et d'équité conformes au dispositif alidé à l'unanimité du Bureau de Paris Métropole en juin 2011.